

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
Cité administrative - Bâtiment A  
19, rue de Ciron  
81013 Albi Cedex 09

Albi, le 12/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SO.SAL.EX**

58, route de Lignon  
Vialavert  
81260 Le Bez

Références : 81-CRARC-2024-150  
Code AIOT : 0006807957

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/11/2024 dans l'établissement SO.SAL.EX implanté 58, route de Lignon Vialavert 81260 LE BEZ. L'inspection a été annoncée le 08/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des installations classées pour la protection de l'environnement, dont la fréquence de contrôle est fixée à minima à une fois tous les 7 ans pour cet établissement. La dernière inspection a été réalisée le 24 mars 2017.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SO.SAL.EX

- 58, route de Lignon Vialavert 81260 LE BEZ
- Code AIOT : 0006807957
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SO.SAL.EX exploite depuis 2008 un dépôt de produits explosifs composé de plusieurs cellules de stockage sur la commune de Saint-Salvy-de-la-Balme.

Le site est réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 23 octobre 2015 ; sa situation administrative est régulière.

#### Thèmes de l'inspection :

- Explosifs

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative : rubrique 4220-1	Arrêté Préfectoral du 23/10/2015, article 1er	Demande d'action corrective	1 mois
2	Dispositions relatives à la protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
3	Dispositions relatives à la protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 22	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
4	Implantation et distance d'éloignement	Arrêté Préfectoral du 23/10/2015, article 2.2.1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
7	Installations électriques et éclairage	Arrêté Préfectoral du 23/10/2015, article 2.4.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Système de détection	Arrêté Préfectoral du 23/10/2015, article 2.6.1	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
9	Registre	Arrêté Préfectoral du 23/10/2015, article 2.8.3	Demande d'action corrective	2 mois
10	Consignes d'exploitation et de sécurité	Arrêté Préfectoral du 23/10/2015, article 2.8.9	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Clôture	Arrêté Préfectoral du 23/10/2015, article 2.2.2	Sans objet
6	Aération	Arrêté Préfectoral du 23/10/2015, article 2.2.4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a relevé 8 non conformités :

- 4 pour lesquelles une proposition de mise en demeure est transmise à monsieur le préfet du Tarn, dont le projet d'arrêté est joint au présent rapport ;
- 4 pour lesquelles des actions correctives ou des justificatifs peuvent rapidement être engagées/transmis par l'exploitant.

Une lettre de suite en ce sens est adressée à l'exploitant afin qu'il puisse apporter les éléments de réponse dans les délais précisés.

Lors de la réunion de clôture de l'inspection, l'exploitant a été informé des suites administratives susceptibles d'être données.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative : rubrique 4220-1

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/2015, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative : rubrique 4220-1
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>1950 kg de matières actives* au total réparties dans 26 cellules pouvant accueillir 75 kg au maximum chacune.</p> <p>(* Les quantités indiquées correspondent à la masse de produits explosifs secondaires détonants de division de risque 1.1.D.)</p> <p>La quantité cumulée d'explosifs présente dans l'enceinte du dépôt, y compris celle présente dans les véhicules en stationnement ou en cours de chargement ou de déchargement, ne doit, en aucun cas, dépasser celle indiquée dans le tableau ci-dessus.</p> <p>Les quantités d'explosifs mis en consignation par des entreprises extérieures sont comprises dans celles indiquées dans le tableau ci-dessus.</p> <p>Le dépôt est autorisé à recevoir normalement des produits de la classe 1.1. Le dépôt peut recevoir occasionnellement des explosifs des classes 1.2, 1.3 et 1.4, sous réserve du respect des groupes de compatibilité visés à l'article 7 de l'arrêté ministériel du 20 avril 2007 suivant le tableau figurant en annexe au présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Sur les 26 cellules présentes, l'inspection a procédé à la vérification des produits explosifs contenus dans les cellules n° 5, 6, 7, 8, 9, 12, 22 et 24. Le timbrage de 75 kg par cellule inspectée est respecté.</p> <p>Dans la cellule n°9, les produits explosifs stockés ne sont pas entreposés dans des emballages. A défaut d'emballage, les dates limites d'utilisation n'ont pas pu être identifiés. Ces produits</p>

doivent faire l'objet d'une destruction.

La serrure de la cellule n°12 est endommagée (selon l'exploitant, un morceau de clé serait coincé à l'intérieur du barillet) rendant impossible l'ouverture de la porte. Par conséquent, il n'a pas été possible de contrôler les éventuels produits explosifs stockés à l'intérieur.

Dans la cellule n° 24, tous les produits explosifs stockés ont des dates limite d'utilisation dépassées (12/2012 et 10/2013). Ces produits doivent faire l'objet d'une destruction.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant procédera :

- au remplacement de la serrure de la porte de la cellule n°12 et à la vérification de son contenu ;
- à l'élimination des produits explosifs périmés présents dans les cellules 9 et 24 par destruction dans un établissement dûment autorisé à cet effet. Il transmettra à l'inspection l'ensemble des justificatifs attestant des quantités de produits explosifs ainsi détruits.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 2 : Dispositions relatives à la protection contre la foudre**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21

**Thème(s) :** Risques accidentels, Foudre

**Prescription contrôlée :**

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.

Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.

La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.

**Constats :**

Lors de l'inspection, l'exploitant a remis un contrat de vérification des équipements de protection contre les effets de la foudre en date du 2 juin 2016. Ce contrat d'une durée de 4 ans, liant les

<p>sociétés SO.SAL.EX et FRANKLIN (installateur des équipements foudre), n'a pas été renouvelé. Malgré une demande formulée par mail le 14 novembre 2024, l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir les rapports de vérification réalisés durant par période du contrat. De plus et selon les propos de l'exploitant,, aucune vérification périodique n'a été réalisée depuis la fin du contrat. Par ailleurs, l'exploitant précise que la première vérification complète, qui doit être réalisée par un organisme compétent distinct de l'installateur, n'a jamais été réalisée.</p> <p>Lors de l'inspection, le compteur d'impact équipant le dispositif de protection contre les effets de la foudre n'avait enregistré aucun coup de foudre.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Compte tenu de l'absence de vérifications périodiques sur les dispositifs de protection contre de la foudre depuis au moins 4 ans, absence qui avait déjà été constatée lors de l'inspection du 23 mars 2017, il est proposé de mettre en demeure la société SO.SAL.EX de procéder aux vérifications ad hoc avant le 31 janvier 2025.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 3 : Dispositions relatives à la protection contre la foudre**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 22</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Foudre</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose de l'analyse du risque foudre et de l'étude technique. En revanche, il n'a pas été en mesure de remettre à l'inspection les différents justificatifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le rapport de vérification complète réalisée par un organisme compétent, <u>distinct de l'installateur</u>, au plus tard six mois après leur mise en place ;</li> <li>- le dernier rapport de vérification visuelle annuelle réalisée par un organisme compétent ;</li> <li>- le dernier rapport de vérification complète bisannuelle réalisée par un organisme compétent ;</li> <li>- la notice de vérification et de maintenance.</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Compte tenu de l'absence des différents justificatifs réglementaires concernant les dispositifs de protection contre de la foudre, absence déjà constatée lors de l'inspection du 23 mars 2017, il est proposé de mettre en demeure la société SO.SAL.EX de transmettre l'ensemble des documents précédemment cités à l'inspection avant le 31 janvier 2025.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>

Proposition de délais : 2 mois
--------------------------------

**N° 4 : Implantation et distance d'éloignement**

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2015, article 2.2.1
---

Thème(s) : Risques accidentels, Implantation et distance d'éloignement
--

**Prescription contrôlée :**

[...]

1. L'installation est implantée de manière à ce que la zone des effets létaux significatifs (Z2 pyrotechnique) ne sorte pas des limites de propriété. L'exploitant a la maîtrise foncière de cette zone.

**Constats :**

Selon l'étude de sûreté et la demande d'agrément technique déposés en 2008 par la société SO.SAL.EX en vue de l'implantation du dépôt de produits explosifs, la zone des effets létaux significatifs correspondant à la zone Z2 est située à une distance de 36 mètres des installations pyrotechniques. Cette zone d'effets est comprise :

- en grande partie à l'intérieur de la parcelle n° 1755 section A du plan cadastral de la commune de Saint-Salvy-de-la-Balme, parcelle louée selon le bail à usage commercial en date du 1er janvier 2021 pour une durée de 9 ans ;
- dans une moindre mesure, au niveau de la parcelle n° 157 section A du plan cadastral de la commune de Saint-Salvy-de-la-Balme. L'exploitant ne dispose pas de la maîtrise foncière sur cette portion de la parcelle n° 157.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Compte tenu de l'absence de la maîtrise foncière sur une partie de la parcelle n° 157 section A du plan cadastral de la commune de Saint-Salvy-de-la-Balme, absence déjà constatée lors de l'inspection du 23 mars 2017, il est proposé de mettre en demeure la société SO.SAL.EX de disposer de la totalité de la maîtrise foncière (bail de location ou achat terrain) de la zone d'effets Z2 avant le 30 mai 2025.

Type de suites proposées : Avec suites
--

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
--

Proposition de délais : 6 mois
--------------------------------

**N° 5 : Clôture**

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2015, article 2.2.2
---

Thème(s) : Risques accidentels, Clôture
---

**Prescription contrôlée :**

Sans préjudice des dispositions prévues par le ministère de l'intérieur, une clôture est installée autour du dépôt afin de signaler l'interdiction d'accès, à minima autour de la zone Z1. Cette clôture est fermée par un portail.

Cette clôture est artificielle, résistante et d'une hauteur minimale de 2 mètres.

<p><b>Constats :</b></p> <p>Une clôture grillagée en treillis soudés de type anti-intrusion d'une hauteur de 2 mètres est présente à une distance d'environ 21 mètres autour du dépôt, correspondant à la distance Z1. Cette clôture dispose également d'une alarme périphérique.</p> <p>Elle est complétée par un portail d'accès fermant à clé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Aération

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/2015, article 2.2.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Aération</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux dans lesquels sont employés ou stockés les produits explosifs sont convenablement aérés.</p> <p>Pour assurer une bonne aération, un espace libre d'au moins un mètre est laissé entre le stockage des substances ou préparations et le plafond.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Toutes les cellules de stockage disposent d'un dispositif d'aération naturelle positionnée au dessous des portes d'accès.</p> <p>Lors de l'inspection, un espace libre d'au moins un mètre était présent entre le stockage des substances ou préparations et le plafond.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Installations électriques et éclairage

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/2015, article 2.4.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques et éclairage</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations électriques sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation.</p> <p>Les cellules renfermant les explosifs et les détonateurs ainsi que celle dite « de dégroupage » du dépôt de Saint-Salvy-de-la-Balme ne possèdent aucune installation électrique ou éclairage.</p> <p>Les gainages électriques et autres canalisations ne sont pas une cause possible d'inflammation ou de propagation de flammes et sont convenablement protégés contre les chocs ou sont souterrains. Ils sont également protégés contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause. Les installations électriques sont réalisées et protégées conformément à la norme française NF C 15-100 (version compilée de 2009) concernant les locaux de ce type.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Toutes les portes des cellules renfermant des explosifs et des détonateurs sont munies, depuis</p>



<p>l'origine, de détecteurs d'ouverture fonctionnant sur courant faible.</p> <p>L'intérieur de la cellule de dégroupage est équipé d'un éclairage LED avec détecteur de mouvement raccordé à un panneau solaire positionné sur le mur extérieur. Cette installation est récente et n'a pas été réalisée par un professionnel.</p> <p>Observation :</p> <p>Selon la réglementation nationale actuellement en vigueur, la mise en place d'installations électriques ou d'éclairage est autorisée dans les locaux pyrotechniques sous réserve que ces installations sont réalisées et protégées conformément à la norme française NF C 15-100 (version compilée de 2009).</p> <p>Par conséquent, la prescription "Les cellules renfermant les explosifs et les détonateurs ainsi que celle dite « de dégroupage » du dépôt de Saint-Salvy-de-la-Balme ne possèdent aucune installation électrique ou éclairage" est inadaptée et devra être supprimée lors d'une prochaine modification de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant justifiera que l'installation électrique de l'éclairage LED situé à l'intérieur de la cellule de dégroupage est réalisée et protégée conformément à la norme française NF C 15-100 (version compilée de 2009). Dans le cas contraire, l'éclairage LED sera supprimé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 8 : Système de détection

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/2015, article 2.6.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Système de détection</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les locaux pyrotechniques disposent de détecteurs adaptés au risque incendie. [...]</p> <p>Le système de détection permet d'alerter, en tout temps, l'exploitant qui met en sécurité le site et transmet l'alerte aux services de secours ou d'urgence compétents. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>Il établit, le cas échéant, des consignes de maintenance et organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les locaux pyrotechniques ne disposent pas de détecteurs adaptés au risque incendie.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p>

L'exploitant mettra en conformité le dépôt afin que les locaux pyrotechniques disposent de détecteurs adaptés au risque incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 12 mois

#### N° 9 : Registre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/2015, article 2.8.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Registre
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met à la disposition des utilisateurs du dépôt d'explosifs un registre indiquant la nature, la quantité et, le cas échéant, la date de fabrication, et, pour les produits explosifs, la division de risque et le groupe de compatibilité ainsi que la quantité de matière active des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages.</p> <p>L'exploitant s'assure périodiquement de la bonne tenue de ce registre.</p> <p>Une consigne rédigée par l'exploitant définit les modalités de gestion de ce registre par les utilisateurs du dépôt.</p> <p>Ce registre est tenu à la disposition des services de secours ou d'urgence compétents et de l'inspection des installations classées. Il peut être informatisé sous réserve que les moyens d'exploitation permettent la lecture des données et leur impression sous une forme telle que l'autorité administrative puisse obtenir facilement les informations demandées par le présent point. Ce registre peut être consulté à tout moment.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Chaque utilisateur dispose de son propre registre par cellule indiquant la nature et la quantité de matière active des produits dangereux détenus. L'exploitant ne dispose pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• du plan général des stockages ;</li> <li>• d'une consigne définissant les modalités de gestion de ce registre.</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Les registre devront mentionnés, en plus des informations déjà présentes, la quantité, la date de fabrication, la division de risque et le groupe de compatibilité ainsi que la quantité de matière active des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant transmettra à l'inspection le plan général des stockages et la consigne définissant les modalités de gestion du registre des produits.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 10 : Consignes d'exploitation et de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/2015, article 2.8.9
--

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes d'exploitation et de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les consignes précisent : <ul style="list-style-type: none"> <li>• la liste limitative des opérations qui sont autorisées dans ce local et les références aux instructions de service qui y sont appliquées ;</li> </ul> [...] Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes de sécurité précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et portées à la connaissance du personnel dans les lieux fréquentés par le personnel. [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose de consignes générales de sécurité datées de novembre 2020 (révision 4). Aucune traçabilité ne permet de s'assurer que ces consignes ont été lues et approuvées par les différents utilisateurs du dépôt. Ces consignes précisent, entre autres, que les extincteurs doivent être vérifiés périodiquement ; or l'extinction CO <sub>2</sub> présent dans le local information n'a pas été vérifié depuis 2016.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant s'assurera que l'ensemble des utilisateurs ont bien lues et approuvées les consignes générales de sécurité du dépôt et procédera à la vérification périodique des extincteurs.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois